

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'effort européen sur la recherche et l'enseignement supérieur, la présence européenne sur les questions économiques internationales et l'adaptation des politiques sociales européennes liée en particulier à son évolution démographique, Berlin le 18 février 2004.

Je voudrais d'abord me réjouir de l'initiative prise par le Chancelier pour nous réunir et du travail qui a été accompli pour préparer cette réunion à trois.

Je pense qu'il est tout à fait naturel que nos trois pays qui représentent ensemble plus de 50% du Produit Intérieur Brut européen fassent une réflexion et expriment les enjeux qui leurs paraissent importants dans le domaine économique et social, comme le Chancelier vient de le faire et comme le Premier Ministre, Tony BLAIR, vient également de le faire dans des termes auxquels j'adhère tout à fait.

Je trouve utile qu'une lettre puisse être envoyée à ce sujet -c'était la proposition du Chancelier- à la présidence et à la Commission et que nos propositions puissent participer, enrichir la préparation du Conseil européen de printemps.

Alors je retiens, quant à moi, trois objectifs qui ne sont pas différents de ceux du Chancelier et du Premier ministre : d'abord l'Europe doit investir beaucoup plus massivement dans l'enseignement supérieur et dans la recherche, cela ne fait aucun doute. Dans un monde de plus en plus ouvert, une formation supérieure et une recherche de qualité constitueront un facteur clé pour la réussite de nos pays, de nos entreprises et de l'ensemble de l'Europe.

C'est pourquoi il est vital que l'Europe développe des grands projets scientifiques et structurants, comme elle l'a déjà fait ou comme elle s'apprête à le faire avec GALILEO, avec ITER, -c'est ce type de grands projets structurants qui apporte quelque chose- et qui en lance surtout de nouveaux pour l'avenir. Et il faut certainement consacrer une part plus importante du budget communautaire à la recherche. C'est l'une des demandes je crois, que nous pourrions formuler. Enfin, je crois qu'il faut réfléchir à la nécessaire émergence des pôles universitaires européens de très haut niveau qui soient attractifs pour les étudiants et les chercheurs du monde entier. Et ces pôles devraient associer l'enseignement supérieur, la recherche publique et les entreprises pour permettre une meilleure synergie dans la recherche.

Le deuxième objectif, je crois, est que l'Europe doit être beaucoup plus offensive dans le traitement des questions économiques internationales.

Je voudrais faire à ce sujet quatre très courtes remarques. Sur le plan monétaire, il faut constater, au-delà même de la zone euro, que l'Europe est la principale zone dans le monde qui absorbe la forte volatilité des taux de change, c'est un fait. Or, une plus grande stabilité des changes est absolument nécessaire pour une croissance soutenue.

Deuxième remarque : sur le plan industriel, je crois que de nouveaux champions européens d'excellence doivent pouvoir apparaître dans certains secteurs. Je pense qu'une application trop stricte des règles de la concurrence en Europe peut être un frein à l'émergence de ces champions

européens et que cette politique doit probablement mieux prendre en compte les caractéristiques de la compétition internationale.

Troisième remarque : sur le plan commercial, nous n'avons pas d'approche coordonnée -et je sais que c'est très difficile et apparemment contradictoire avec nos propres initiatives et notre capacité d'initiative, mais je crois qu'au total c'est fâcheux-, nous n'avons pas d'approche coordonnée face aux grandes économies émergentes dans le monde. Je crois qu'il faut commencer à y réfléchir, notamment pour aborder ces marchés dans de meilleures conditions.

Enfin, l'Europe doit continuer à porter la parole du développement durable, respectueux de l'environnement. Elle doit se mobiliser pour la lutte contre le changement climatique et pour la maîtrise de l'énergie. Face aux incertitudes internationales, la mobilisation de l'Union européenne doit rester entière, notamment pour mettre en 'uvre les objectifs qu'elle s'est fixés, conformément au protocole de Kyoto.

Troisième objectif, l'Europe doit s'adapter ou plus exactement doit adapter ses politiques sociales, Tony BLAIR l'a évoqué à l'instant, au vieillissement de la population, et elle doit promouvoir un renouveau démographique.

L'Europe conduit des réformes indispensables de ses systèmes de retraite et d'assurance maladie et de ce point de vue, il faut dire qu'avec un courage exemplaire et un sens de l'intérêt national très fort, l'Allemagne nous a donné l'exemple en ce qui concerne les réformes économiques et sociales, indispensables, à l'Europe de demain. L'Europe conduit des réformes qui sont nécessaires dans ces domaines. Au-delà, elle doit améliorer ses politiques sociales pour permettre d'aborder, sans heurt, la situation nouvelle.

Dans ce contexte, je crois que deux axes doivent être privilégiés. D'une part, l'Europe doit réfléchir à des mesures nouvelles pour permettre un renouveau démographique en encourageant la natalité. La France a démontré qu'une politique, poursuivie depuis longtemps, en matière d'aide à la famille, permettait de conserver un taux de natalité, certes insuffisant, mais qui est tout de même l'un des meilleurs d'Europe et nous devons aller dans cette voie.

Et il s'agit aussi, deuxième point, de se mobiliser pour l'emploi de tous, en mettant l'économie au service des femmes et des hommes de nos pays. La priorité doit être donnée -Tony BLAIR l'a bien exprimé, toi aussi Gerhard, et je le souligne également- à la mobilisation de l'ensemble de la population active, en privilégiant particulièrement les jeunes et les travailleurs de plus de 50 ans. Et, à cet effet, le développement de la formation professionnelle tout au long de la vie doit être impérativement mis en oeuvre et encouragé.